



Grève chez MA France à Aulnay-sous-Bois : TAVARES souhaite envoyer à la casse sociale 400 emplois Les salariés ne lâchent pas et en appel au gouvernement

Rassemblement de lutte : mardi 30 avril 12h15 devant l'usine

Depuis le mardi 16 avril, les salariés de MA France sont en grève pour défendre leurs droits et leurs emplois.

Le principal client de MA France, Stellantis, a tenté d'organiser à bas bruit la fermeture de ce site industriel, sans aucune attention pour la sauvegarde de 400 emplois (180 salariés en CDI et 120 intérimaires). La mobilisation des « MA France » aura déjoué les plans de Stellantis. L'impact de la grève du « sous-traitant » de M. Tavares a entraîné la mise à l'arrêt de 3 sites de son groupe : Poissy, Hordain et Luton. Puisque les salariés de MA France sont bien en réalité des co employés de Stellantis, ce groupe doit assumer toutes ses responsabilités dans cette affaire.

Les derniers chiffres de Stellantis rendus publics, ceux de 2023, donnent le tournis :

- **Un chiffre d'affaires net de 189,5 milliards d'euros, +6% par rapport à 2022.**
- **Un bénéfice net de 18,6 milliards d'euros en hausse de 11%.**
- **Des liquidités disponibles qui s'élèvent à 61,1 milliards d'euro**
- **6,6 milliards d'euros redistribués aux actionnaires en 2023. Soit une hausse de 53% par rapport à 2022.**

Stellantis a engrangé ces profits avec le travail de l'usine d'Aulnay, ce n'est donc pas le « manque de compétitivité » de MA France qui est en cause, mais bien une logique destructrice pour l'emploi et l'outil industriel. Une logique de maximisation des profits qui liquide des emplois et délocalise des usines pour gaver le capital !

Par ailleurs, tout le monde a en tête la rémunération indécente de M. Tavares, à qui les actionnaires ont dernièrement accordé des revenus de 100.000 euros par jour. Une montagne d'argent gagné à la sueur du travail des ouvriers, dont ceux d'Aulnay. Ces mêmes ouvriers d'Aulnay que Stellantis souhaite envoyer à la casse pour le prix d'une modeste voiture en gage de prime. Et pour augmenter la pression sur les grévistes la direction a d'ores et déjà amputé les salaires et indique que la prime proposée sera rabotée en cas de reconduction de la grève. Il ne s'agit pas de négociations pour l'avenir des « MA France » mais d'un chantage insupportable ! Les salariés ne sont pas des chasseurs de primes et ont plus de dignité que ces maîtres chanteurs qui jouent sur la détresse sociale que provoquent le risque de perdre son usine, ses liens avec ses collègues, son emploi, son salaire.

Face à cette addition d'indécence, de mépris et de violence patronale, le gouvernement doit se saisir de ce dossier. Il n'y a pas à démontrer que les moyens existent pour maintenir les emplois et les salaires. Stellantis doit cesser de dilapider des millions d'euros par jour avec ses usines à l'arrêt et enfin prendre la mesure de sa responsabilité !

**Rassemblement de soutien et de lutte devant l'entreprise Ma France Aulnay
mardi 30 avril à 12h15 (prise de parole, lancement de la caisse de grève
et annonce des actions futures)**

Bobigny le 26 avril 2024

COMMUNIQUÉ